

Mardi 2 avril Fête des Sandrine

L'actu chez moi

blocage des indemnisations

 Marseille
De Marion Bernard

Mercredi 27 mars 2024 à 19:15

Par France Bleu Provence



Un an après le drame, les 200 familles délogées par l'effondrement de deux immeubles rue de Tivoli à Marseille adressent un courrier au gouvernement pour dénoncer la lenteur, voire le blocage, des indemnisations par les sociétés d'assurances.



La rue de Tivoli encore bouclée, un mois après l'effondrement de deux immeubles dans la nuit du 8 au 9 avril 2023 © Maxpp - VALLAURI Nicolas

Un an après le drame de la rue de Tivoli, **près de 200 foyers attendent toujours les aides de l'État**, promises après l'effondrement des deux immeubles qui ont causé la mort de huit personnes. Dans la nuit du 8 au 9 avril 2023, tous avaient quitté leur logement en catastrophe : aujourd'hui, ils sont 50 à ne jamais avoir pu rentrer chez eux.

Alors, regroupés sous la bannière du comité "Tivoli 9 avril", ils ont décidé d'en appeler aux plus hautes instances : les délogés ont écrit, le 27 mars, au ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, et à la secrétaire d'État chargée de la Ville, la Marseillaise Sabrina Agresti-Roubache, afin de **dénoncer l'immobilisme des assureurs**.

Collectif Tivoli 9 Avril
@Tivoli9avril · [Suivre](#)

Bonjour, ci-joint une lettre ouverte du Collectif à l'attention du Premier ministre, du Ministre de l'économie, de la secrétaire d'état à la ville et de la DIAV. #Marseille #ruetivoli

12:21 PM · 27 mars 2024

15 Répondre Copier le lien

[Lire 2 réponses](#)

"L'impression que rien n'avance"

Rolland Bellessa est porte-parole du comité "Tivoli 9 avril" : l'an dernier, il a ainsi absolument tout perdu, avec un appartement entièrement détruit : "Malheureusement, il n'y a pas, aujourd'hui, de pouvoirs contraignants pour les assureurs. Ils refusent totalement de s'engager dans un dispositif qui a été pourtant demandé par les pouvoirs publics".

Un an après, il continue de se battre : "On a l'impression que rien n'avance. C'est très difficile d'avoir ces incertitudes, les indemnités de relogements doivent s'arrêter puis sont prolongées au dernier moment". Il déplore, comme les autres délogés, de "devoir se battre sur chaque poste de dépense, avec des assurances qui isolent chaque victime, afin de payer le moins, et de nier le caractère exceptionnel et collectif de l'accident". Pour lui, avec de jeunes enfants, "Pâques devrait être une fête. Aujourd'hui, ça nous rappelle seulement que rien n'a avancé."

Marion Bernard
France Bleu

[Accident](#) [Assurances](#) [Gouvernement](#) [Logement](#)

Ma France : Améliorer le logement des Français

Quelles sont vos solutions pour aider les Français à bien se loger ? En partenariat avec [Make.org](#), France Bleu mène une consultation citoyenne à laquelle vous pouvez participer ci-dessous.